

Avec les salariés de Doux

Le 23 juin, près de 1000 personnes se sont rassemblées, place de la Résistance à Châteaulin, en soutien aux salariés du groupe Doux.

A Châteaulin, à l'issue de la manifestation, Richard Ferrand, le nouveau député de la 6^e circonscription, a confirmé les propos du ministre : « **Le gouvernement ne laissera pas le dépeçage du groupe** ».

Cette manifestation est l'une des plus importantes qu'a connues la sous-préfecture du centre Finistère. Les manifestants venaient, en grande majorité de la région de Châteaulin, mais on pouvait aussi voir dans le cortège des costarmoricains et des morbihanais. D'ailleurs, le prochain rassemblement se déroulera le samedi 30 juin, à Vannes.

En effet, même si le siège social de l'entreprise se trouve à Châteaulin, c'est toute l'économie bretonne qui est concernée par l'activité du groupe Doux qui emploie 3 400 salariés et possède des usines à Quimper, Pluguffan, Plouray (56) ou La Harmoye (22).

En outre, le groupe fait travailler près de 800 producteurs de volailles.

L'intersyndicale, composée de la CFDT, de la CGT, de la CFTC et de FO, « **exige le maintien de l'intégrité du groupe, la sauvegarde de tous les emplois et des outils de production, des droits nouveaux pour les salariés et la reconnaissance de ceux qui ont créé la richesse de l'entreprise, par une augmentation de salaires et une amélioration des conditions de travail** ».

La veille de ce rassemblement, l'administrateur judiciaire avait indiqué à l'AFP : « **Nous cherchons une solution de reprise globale et coordonnée avec l'ensemble des acteurs de la filière, sous l'égide des pouvoirs publics** ».

Le lundi 25 juin, Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, a estimé que l'ouverture du capital du groupe volailler, évoquée par Charles Doux est « **une étape nécessaire pour assurer la pérennité de l'entreprise placée en redressement judiciaire, depuis le 1^{er} juin** ».

Alors que la question du changement de dirigeant est désormais posée, Stéphane Le Foll considère que ce serait peut-être une solution. « **Si c'est celle-là qui doit être trouvée, nous ferons tout, nous, pour assurer la pérennité de l'ensemble de la filière** ».



Richard Ferrand le 23 juin, à Châteaulin

Après avoir lancé un appel aux banques, le ministre de l'Agriculture s'est déclaré confiant dans la capacité des différents protagonistes à trouver une solution. L'État n'a pas à définir une stratégie industrielle, mais il jouera un rôle d'impulsion pour trouver des solutions. 🌹

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 28/06/2012



Dossier de la semaine

Tram : c'est parti



Vie de la Fédération

**Francis Le Blé :
un pionnier**



Interview

**Un député
comme les autres**

Avec Pierre-Yves Le Borgn'

Home sweet home

David Cameron manque de flegme. Il a voulu faire un coup en invitant les milliardaires français à venir s'installer en Grande-Bretagne. Mais il n'avait pas prévu le « feed back » de cette annonce.

En effet, il n'y a rien de glorieux, pour un dirigeant européen, d'en être réduit à « débaucher » ses riches voisins pour financer ses services publics. D'autant que l'administration fiscale anglaise tente vainement de lutter contre les stratégies d'évitement fiscal des Britanniques les plus fortunés.

Ensuite, comment ne pas voir la perversité de ce comportement ? Dans la course au moins-disant fiscal, David Cameron trouvera toujours « meilleur » que lui.

Et quoi qu'il en dise, aujourd'hui, c'est la France qui attire les Anglais. Pas l'inverse.

Agenda 21



Le développement durable et solidaire était une des priorités affichées par Nicolas Morvan lors de son élection à la présidence de la COCOPAQ. « Notre volonté est que notre communauté de communes réponde mieux aux attentes de nos concitoyens en matière de respect de l'environnement, de qualité de vie, de diversité culturelle. Je souhaite que nous prenions notre part des défis que doit relever l'humanité : enrayer le changement climatique, maintenir la biodiversité, permettre le développement pour tous, faire rayonner la culture... », explique-t-il.

Il a fallu un peu plus de deux ans, de fin 2008 à mi-2010, pour élaborer l'Agenda 21 de la communauté de communes. « Nous avons, tout au long du travail, été assistés par l'association Nature et Culture, présidée par Jean-Claude Pierre et dirigée par Fabrice Jaulin », précise Nicolas Morvan.

Un comité de pilotage composé de 21 membres a été mis en place. Il regroupe des élus, des associations, des représentants du monde socioprofessionnel et des responsables des services.

Début 2010, les grandes orientations à mettre en œuvre ont été définies. Le public a alors été invité à réagir.

La COCOPAQ est la première communauté de communes de Bretagne dont l'Agenda 21 a été validé par l'État, avec celle de Douarnenez.

Mais, de plus en plus de communautés de communes s'emparent des Agendas 21, pour décliner concrètement le développement durable et solidaire sur leurs territoires, mais aussi pour mettre un peu de cohérence dans les actions déjà engagées.

Des indicateurs ont été définis à travers un tableau de bord. Un premier comité de pilotage, en novembre 2011, a permis de faire un premier état de l'avancement des actions et, par la suite, un bilan sera réalisé tous les ans. « On peut se féliciter car un grand nombre d'actions a été réalisé avant l'échéance prévue », souligne Nicolas Morvan. « Nous sommes sur un très bon rythme. Nous avons d'ailleurs réalisé cette année notre première semaine du développement durable intercommunale, avec une résonance sur tout notre territoire ».

Tram : c'est parti

En inaugurant la première ligne du tramway brestois, le 23 juin, François Cuillandre et Jean-Yves Le Drian ont confirmé le statut de métropole de la Bretagne occidentale, de la cité du Ponant.



Brest : 22^e ville équipée d'un tramway

« Nous sommes fiers d'être brestois », a lancé François Cuillandre. Compte tenu de l'ampleur du chantier, il y a en effet de quoi être fier : après sept ans d'études et de concertations, menées par les élues Annick Cléach et Marif Loussouarn, trois ans de travaux ont été nécessaires pour réaliser les 14 kilomètres de voies reliant les portes de Plouzané, à l'ouest, à celles de Guipavas et de Gouesnou, à l'est, en passant par Recouvrance, la rue de Siam, la rue Jean-Jaurès, la place de Strasbourg et le quartier de l'Europe.

Les rames, de 33 mètres, peuvent transporter 300 personnes. **« Nous avons passé un accord avec la ville de Dijon pour réduire les coûts de fabrication »,** a insisté François Cuillandre. **« Construites par Alstom à La Rochelle, les 20 rames brestoises répondent à des exigences environnementales très strictes, en particulier pour le recyclage des matériaux utilisés »,** a précisé Alain Masson, vice-président de Bmo en charge du développement durable.

Brest est devenue la 22^e ville de France à se doter d'un tramway, la 4^e de l'Ouest après Le Mans, Nantes et Angers.

Mais il ne s'agit pas uniquement d'un nouveau mode de transport collectif, aussi écologique soit-il. **« Ce chantier a été le plus important, pour la ville, depuis la reconstruction de Brest après la guerre »,** a insisté François Cuillandre.

Ce chantier de 380 millions d'euros fut une formidable opportunité de requalification urbaine. Le quartier de l'Europe, tout comme la place de Strasbourg, a été profondément réaménagé.

A l'occasion de l'inauguration, François Cuillandre a tenu à rappeler, encore une fois, que le tramway ne provoquera pas d'augmentation des impôts locaux des brestois, comme la droite locale ne cesse de le répéter. Les travaux du tram ont été financés, grâce au versement transport, acquitté par les entreprises, par les fonds européens (15 millions d'euros), par l'État dans le cadre du Grenelle de l'environnement (54 millions d'euros), par le Conseil général (16 millions d'euros) et par la Région (4 millions d'euros).

D'ailleurs, Jean-Yves le Drian, ministre de la Défense, et, pour quelques jours encore, président du Conseil régional, a participé à cette inauguration. **« En 2004, ma première visite, en tant que président se déroula ici et je pris la parole dans cette même salle »,** a résumé Jean-Yves Le Drian qui aura, d'ici quelques jours, encore l'occasion de revenir dans la cité du Ponant, mais dans le cadre de ses fonctions de ministre de la Défense.

« Le tramway confirme la place de Brest comme seconde métropole de la Bretagne. Car, depuis 2004, j'ai souvent eu l'occasion de venir à Brest et à chaque fois, je constate le dynamisme de la ville », a indiqué Jean-Yves Le Drian.



La métropole de la Bretagne occidentale

Sur le parcours du tram, d'autres projets vont voir le jour comme une grande salle de sport et de spectacle au Polygone et surtout le nouveau quartier des Capucins, construit sur le site de l'Arsenal, dominant la Penfeld. 🏡

Francis Le Blé : un pionnier

Le vendredi 22 juin, Pierre Maille, François Cuillandre et les socialistes brestois ont rendu hommage à Francis Le Blé, 30 ans après sa disparition. C'est en effet le 23 juin 1982 que décédait Francis Le Blé, alors maire de Brest.



L'hommage des socialistes brestois à Francis Le Blé, le 22 juin

Quelques jours après les élections législatives historiques qui ont vu la gauche remporter les huit circonscriptions du Finistère, cet hommage prenait une dimension toute particulière.

Car Francis Le Blé fut le premier secrétaire fédéral du PS de 1971 à 1975. Il fit partie de cette génération de militants qui jetèrent les bases du Parti Socialiste dans le Finistère.

D'abord militant syndical, à la CFTC puis à la CFDT, dont il fut le secrétaire départemental de 1964 à 1967, il se

tourna « tout naturellement » vers la politique à la suite de mai 68. Avec quelques amis il fonda le GERS (Groupe d'Études et de Recherches Socialistes) et rejoignit le Parti Socialiste au congrès d'Épinau. Au congrès fédéral de Morlaix, il en devint le premier secrétaire fédéral. De 1971 à 1975, il sillonna le Finistère pour rencontrer de nouveaux adhérents et créer des sections.

En 1975, il céda sa place à Erwan Guéguen et se consacra à la préparation des municipales à Brest. Comme de nombreux socialistes dans les villes de l'Ouest, il remporta les élections de 1977 à la tête d'une liste d'union de la gauche. Il définit une politique municipale qui affirme la vocation maritime de la ville, développe un urbanisme à visage humain et renforce les services publics municipaux.

Pour Pierre Maille, les résultats électoraux obtenus aux Législatives n'auraient pas été possibles sans des hommes comme Francis Le Blé qui ont reconstruit le PS et développé ses idées. **« Nous sommes tous héritiers et bénéficiaires de cet engagement et nous devons rester fidèles à ses idées et ses convictions »,** a-t-il rappelé. 🌹

Interview

Un député comme les autres

Avec Pierre-Yves Le Borgn'

Originaire d'Ergué-Gabéric, Pierre-Yves Le Borgn', secrétaire de la fédération des Français de l'étranger, a été élu député des Français d'Europe centrale.



Cap Finistère : Quel bilan tires-tu des législatives des Français de l'étranger ?

Pierre Yves Le Borgn' : Le résultat, huit circonscriptions sur onze, est au-delà de nos espérances. Le score de François Hollande ne nous laissait pas envisager d'aussi belles victoires, d'autant que le découpage des circonscriptions avait été réalisé pour favoriser les candidats de l'UMP.

Nous avons lancé notre campagne très tôt de manière à pouvoir aller à la rencontre de nos électeurs, physiquement, le plus souvent possible, mais aussi via internet, qui a joué un rôle très important dans nos campagnes.

Cap Finistère : Que retiens-tu des messages que t'ont adressés les Français vivant en Europe centrale ?

Pierre Yves Le Borgn' : Il y avait, chez les Français de l'étranger, une vraie volonté de changement, y compris parmi des électeurs qui n'avaient pas voté à la Présidentielle pour François Hollande. L'image de la France, avec Nicolas Sarkozy, a vraiment été abîmée. En Allemagne, le côté Louis De Funès pouvait faire rire, au début, mais au bout d'un certain temps ce n'était plus du tout drôle. Le discours des frontières est très mal passé, ici, parmi des électeurs qui, justement, ont franchi les frontières. Le discours sur la peur des autres ne pouvait pas passer auprès de Français qui ont choisi de vivre dans un autre pays que le leur.

Cap Finistère : Comment vois-tu ton rôle de député des Français de l'étranger ?

Pierre Yves Le Borgn' : Je vais installer ma permanence en Allemagne, dans la

vallée du Rhin. Je serai, comme les autres députés, un législateur qui votera les lois et le budget. Mais je serai

aussi le représentant d'un territoire, en l'occurrence, l'Europe centrale et j'interviendrai sur des sujets qui concernent directement les Français qui y vivent. Je pense bien sûr à la représentation consulaire qui a beaucoup souffert de la RGPP et qui mérite d'être améliorée.

La question du coût des droits d'inscription dans les lycées français doit aussi être abordée. Il convient également de mettre en place l'équivalent d'Erasmus, actuellement réservé aux étudiants, pour les jeunes apprentis.

Enfin, un gros travail législatif reste à faire pour harmoniser nos lois, en particulier dans le domaine du droit de la famille, afin de mettre fin à des situations très pénibles lorsque surviennent des divorces. 🌹

Agenda

2 juillet

18 h 30 : Conseil fédéral au local du PS à Brest.

4 juillet

18 h 30 : Secrétariat fédéral au siège de la Fédération, à Quimper.

23 septembre

Fête de la Rose de la 8^e circonscription.

29 septembre

Université de rentrée de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 963 - Vendredi 29 juin 2012
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Rapporteur général des Finances



A la suite de la nomination de Nicolas Bricq au gouvernement, le sénat a procédé, le 20 juin, à l'élection de François Marc au poste de rapporteur général des finances.

Le sénateur du Finistère a été désigné à l'unanimité des votes exprimés. L'opposition n'ayant pas présenté de candidat pour cette fonction.

Le rapporteur général du sénat est l'interlocuteur naturel du gouvernement en ce qui concerne l'examen des textes financiers et budgétaires. Il a vocation à éclairer le sénat sur les tenants et aboutissants des projets de lois et coordonne le travail de proposition d'amendements des textes soumis au vote.

Sénateur depuis 1998, François Marc est vice-président de la commission des finances depuis 2008. Il préside la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne du sénat depuis octobre 2011. Durant la campagne de François Hollande, il faisait partie du pôle thématique budget, finances, fiscalité.

Président du groupe



Bruno Le Roux, porte-parole de François Hollande pour la campagne présidentielle, a été élu, le jeudi 21 juin, président du groupe socialiste à l'Assemblée, succédant ainsi à Jean-Marc Ayrault.

Il s'est dit « honoré » « de présider un groupe profondément renouvelé ». Il s'agit d'« être au cœur de la rénovation de nos institutions républicaines », « les Français attendent de leurs députés qu'ils soient exemplaires ! », a-t-il affirmé à l'occasion de son

élection. Le nouveau président du groupe a appelé les députés « à être les acteurs du changement dans la modestie et le sérieux ».

Durant les campagnes présidentielle et législatives, Bruno Le Roux, originaire de la région de Quimperlé, est venu soutenir Annick Le Loch à Douarnenez et Gilbert Le Bris à Concarneau.

Une assemblée plus à l'image de la France

« La France doit se retrouver à l'Assemblée nationale comme elle est : diverse », avait affirmé Martine Aubry à Nancy, dans l'entre-deux-tours des élections législatives.

Le PS, mobilisé pour sa rénovation, s'était engagé à faire avancer la parité, le renouvellement et la diversité en proposant des candidats plus représentatifs de la France d'aujourd'hui. Respect de la parité, mise en avant de nouvelles candidatures, après le second tour des élections législatives retour sur ces députés de la Majorité Présidentielle qui donne un nouveau visage à l'Assemblée nationale.

Le dimanche 17 juin, ce sont 155 femmes qui ont été élues contre 107 en 2007. Elles sont pour 68% membres du Parti Socialiste ! Lorsque le PS et ses partenaires de gauche participent à faire entrer plus de femmes à l'Assemblée, l'UMP fait reculer la parité en réduisant de fait la part des femmes dans son groupe d'élus.

Alors que le PS a renouvelé, à l'occasion de ces élections législatives, son groupe de moitié, l'UMP affiche un taux de renouvellement de 17%. Si la moyenne d'âge des députés est de 54 ans, de jeunes élus font leur entrée puisque l'Assemblée comptera 35 députés socialistes de moins de 40 ans et 9 de moins de 35.

Le PS a présenté, les 10 et 17 juin, une nouvelle génération de candidats à l'image de la société. Les Françaises et les Français leur ont fait confiance, ils siègent maintenant à l'Assemblée nationale.

AG du BREIS le 7 juillet à Pontivy

Depuis le 17 juin, la Bretagne compte 22 députés de gauche pour 27 circonscriptions. Avec désormais 34 parlementaires (22 députés et 12 sénateurs) la Bretagne saura faire entendre sa voix, aussi bien à l'Assemblée qu'au Sénat.

Pour évoquer cette nouvelle donne, le BREIS tiendra son Assemblée générale le samedi 7 juillet, à 9 h 30 au théâtre municipal de Pontivy.

Mobilisation contre la carrière d'Arzano

Malgré « l'avis défavorable » du commissaire enquêteur et une opposition intercommunale qui s'est manifestée de manière forte et nette, l'industriel Carrier (Groupe Pigeon Cointo) tente un nouveau passage en force pour obtenir l'ouverture d'une carrière d'extraction de granulats à Kerangoarec, à Arzano.

« Son obstination dangereuse en dit très long sur les enjeux financiers... et sur le peu de cas qui est fait du respect des démarches citoyennes (enquête publique) et de l'écrasante opposition qui s'était déjà exprimée contre son projet, fin 2011 », peut-on lire dans un communiqué du collectif contre la carrière.

Dans un courrier adressé au préfet, Michaël Quernez, conseiller général du canton de Quimperlé et vice-président en charge de l'économie et de l'insertion, rappelle que l'ouverture de cette carrière « est totalement impensable et inenvisageable! ».

Affaire à suivre...

Annonces légales & judiciaires

COMMUNE DE LOPERHET MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLU

Par délibération du jeudi 26 avril 2012, le conseil municipal de LOPERHET a décidé d'approuver la modification simplifiée du plan local d'urbanisme sur le territoire communal.

Le dossier du plan local d'urbanisme modifié est à la disposition du public, en mairie de LOPERHET, aux jours et heures d'ouverture.

SELARL XAVIER MOAL ET ASSOCIÉS
Avocats
3, rue Kéravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16 - Fax 02 98 44 09 24

EARL PEN MEO
Société Civile
au capital de 40 000 euros
Siège social : Pen Meo - 29510 LANGOLEN
434 361 911 RCS QUIMPER

Aux termes d'une délibération en date du 31 décembre 2011, l'associé unique a pris acte de la démission de Monsieur Gilbert BODOLEC de ses fonctions de cogérant à effet du 31 décembre 2011.

Pour avis.